

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'adoption du budget communautaire, à Paris le 17 décembre 2005.

Ce matin, l'Europe s'est dotée d'un budget pour les sept années suivantes.

C'est une bonne nouvelle, parce que c'est un bon accord que l'Europe a passé. Cet accord permet d'abord de financer nos politiques communes, essentielles pour toute l'Europe et notamment pour la France, qu'il s'agisse de la politique agricole commune ou de la politique en matière de recherche et d'innovation qui a besoin d'une impulsion importante.

C'est aussi un accord qui répond aux besoins de l'élargissement. L'Europe, c'est la paix, la démocratie, et le développement. Et le développement concerne tout le monde. Les expériences passées ont montré que les pays qui ont été aidés pour leur développement ont apporté richesse et emploi à l'ensemble de l'Union européenne. Ce budget favorisera le développement des nouveaux pays membres.

C'est aussi un budget qui renforce la solidarité et la justice, dans la mesure où il affirme enfin que chaque pays doit contribuer de façon égale et équitable au coût de l'élargissement et qu'à ce titre, il a remis en cause les mécanismes de ce que l'on appelle le chèque britannique qui donnait à la Grande Bretagne un avantage qui n'était plus justifié.

C'est surtout un budget autour duquel l'Europe s'est rassemblée. Une Europe qui s'est affirmée ainsi sur le plan politique, ambitieuse et solidaire. La France et l'Allemagne ont joué un rôle majeur dans l'élaboration de cette décision, à côté de la présidence britannique. Vous me permettrez à cet égard de rendre hommage au Premier ministre britannique, à Tony Blair, qui a eu beaucoup de courage, d'initiative, de responsabilité dans toute la période préparatoire à cet accord.

Maintenant, nous devons penser à l'étape suivante et, avec nos partenaires, dans le respect du vote des Français, penser et être en initiative sur le plan de nos institutions. Nos institutions ne sont pas aujourd'hui réellement adaptées à une Europe élargie et moderne. Nous devons donc avoir des institutions plus démocratiques et plus efficaces. Ce sera la grande ambition de la présidence autrichienne qui nous réunira à la fin du prochain semestre de façon à ce que nous puissions prendre de nouvelles initiatives. De ce point de vue, j'aurai l'occasion de faire des propositions ambitieuses pour l'Europe de demain. Cette Europe que je souhaite à la fois politique, sociale et solidaire. Je ferai ces propositions pour que l'Europe progresse, pour que l'Europe s'affirme comme un des acteurs majeurs du monde de demain.